

Arrêté préfectoral n°BE-2025-10-05 du 29 OCT. 2025
portant enregistrement
d'une activité de fabrication de carbonate
exploitée par le GROUPE MEAC SAS
située sur la commune de Bourg-des-Maisons

La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la légion d'Honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 à L. 181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des ICPE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°080468 du 19 mars 2008 autorisant la société MEAC à exploiter, sur le territoire de la commune de Bourg-des-Maisons, une installation de fabrication de carbonate ;

Vu la déclaration du bénéfice des droits acquis d'une installation classée relevant du régime de l'enregistrement et de la déclaration du 1er juillet 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2024-05-04 du 29 août 2024 modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de fabrication de carbonate ;

Vu le dossier d'enregistrement transmis le 23 décembre 2024 et complété le 12 mars 2025, par lequel le groupe MEAC SAS dont le siège social est situé 10, Le Cormier à ERBRAY (44110), sollicite l'actualisation des prescriptions techniques encadrant l'exploitation de l'usine de fabrication de carbonate, suite à la restructuration des unités de production sur le territoire de la commune de Bourg-des-Maisons ;

Vu l'arrêté préfectoral n°BE-2025-04-04 du 14 avril 2025 portant ouverture d'une consultation du public sur la demande d'enregistrement au titre des ICPE relative à la modification des conditions d'exploitation de l'usine de fabrication de carbonate située lieu-dit La Peyrière à Bourg-des-Maisons (24320) présentée par le GROUPE MEAC SAS ;

Vu les observations du public recueillies entre le 22 mai et le 18 juin 2025 ;

Vu les observations des conseils municipaux consultés entre le 22 mai et le 3 juillet 2025 ;

Vu l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'avis du maire de la commune de Bourg-des-Maisons sur la proposition d'usage futur ;

Vu l'avis du président de la communauté de communes du Périgord Ribéracois sur la proposition d'usage futur ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 18 août 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 août 2025 ;

Vu les observations particulières de l'exploitant formulées par courriel du 21 août 2025 ;

Vu l'avis du CODERST du 14 octobre 2025 ;

Considérant que les installations ont été régulièrement déclarées et qu'elles bénéficient du droit d'antériorité ;

Considérant que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire, dans son dossier de demande d'enregistrement, par rapport aux prescriptions générales applicables et à la localisation sur site déjà autorisé pour la même activité, ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

Considérant que le dossier d'enregistrement comprend les deux phases d'extension, celle déclarée dans le porter à connaissance du 31 janvier 2024 pour la première phase actée par arrêté complémentaire du 29 août 2024, et celle concernant la deuxième phase, déposé le 23 décembre 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions techniques encadrant l'activité déclarée dans le dossier d'enregistrement du 23 décembre 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les prescriptions applicables dans le cadre d'un arrêté préfectoral d'enregistrement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1 – OBJET

Les installations du GROUPE MEAC SAS, représenté par M. GUENEAU Antoine, directeur technique France, et dont le siège social est situé au 10 le Cormier à ERBRAY (44110), faisant l'objet de la demande susvisée, sont enregistrées.

Les installations de l'usine de fabrication de carbonate sont localisées lieu-dit le Bourg, sur le territoire de la commune de Bourg-des-Maisons (24320).

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives, conformément à l'article R. 512-74 du code de l'environnement.

Article 2 – SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'EXPLOITATION ET DES INSTALLATIONS

L'arrêté préfectoral n°080468 du 19 mars 2008 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2024-05-04 du 29 août 2024 sont abrogés.

Article 3 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES ET IOTA

Rubriques ICPE ou IOTA		Situation autorisée	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2515.1.a	1. Installation de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique n°2515-2.	6500 kW	E
2910.A.2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques n°2770, 2771, 2971 ou 2931. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique n°2781-1.	7,7 MW	DC
2516.2	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents.	9 700 m³	D
4718.2.b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène.	49,5 tonnes	DC
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration).	14ha94a18ca	D

E : Enregistrement ; D : Déclaration ; DC : Déclaration soumise à contrôles périodiques

Article 4 – SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'usine est implantée au nord-est du territoire de la commune de Bourg-des-Maisons à 500 m environ au nord du bourg. L'aire de l'usine est limitée à l'ouest par la route départementale n°99 qui relie Mareuil au nord, à Ribérac au sud, par laquelle se fait l'accès.

N° parcelle	Lieu-dit	Surface cadastrale en m²	Surface cadastrale dans l'emprise du projet en m²
623	Sur la Peyrière	900	900
624		790	790
625		1450	1450
631 pp		6720	2024
645		3120	3120
646		6800	6800
648		880	880
649 pp		900	808
650		2690	960
652 pp		2855	900
658		3030	3030
659		2115	2115
660		2910	2910
661		2380	2380
662		1006	1006
663		1585	1585
664		2200	2200
665		584	584
666		6295	6295
667		1125	1125
668		600	600
669		3950	3950
675		5285	5285
676		905	905
801		4690	4690
806		155	155
820 pp		6199	643
823		790	790
826		200	200
828		150	150
832		7765	7765
847		462	462
877		5915	5915
879		9690	9690
881		472	472
882		888	888
883		1520	1520
888		1565	1565
890		1711	1711
898		5022	5022
929		343	343
930		5282	5282
931		13704	13704

N° parcelle	Lieu-dit	Surface cadastrale en m²	Surface cadastrale dans l'emprise du projet en m²
932	Sur la Peyrière	9141	9141
933		273	273
934		1392	1392
935		1118	1118
936		57	57
937		1518	1518
938		5302	300
941 pp		12395	11743
942 pp		2688	592
943		412	412
944 pp		347	179
945 pp		2677	2028
946		122	122
947 pp		24693	2260
948 pp		10137	1490
965		2536	2536
977		250	250
978		438	438
TOTAL EMPRISE USINE en m²			149 418

Article 5 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS PRÉSENTES ET AJOUTÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- après la mise en place des nouvelles unités de production dans le nouveau bâtiment, l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des activités de production de carbonate passe à une puissance de 6500 kW ;
- la nouvelle unité de granulation comprend 1 sécheur supplémentaire fonctionnant au gaz naturel liquéfié de puissance thermique de foyer de 2,1 MW. La puissance thermique maximale totale des 3 foyers passe à 7,7 MW ;
- les stocks de carbonates fins passent à 9 700 m³ ;
- le nouveau foyer de séchage nécessitera une réserve de gaz supplémentaire de 18 tonnes. En remplacement de l'existante, une nouvelle cuve de gaz de 106 m³ sera installée et sera remplie à 80 % (85 m³).

La quantité totale de gaz naturel liquéfié (GNL) susceptible d'être stockée (rubrique n°4718.2.b) – capacité maximale totale – stockée sur le site sera de 49,5 tonnes au maximum. L'activité restera sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique.

Production totale du site :

Production annuelle	Moyenne	405 000 t/an
	Maximale	500 000 t/an
Capacité de production	Maximale	56 t/h

Horaires de fonctionnement :

Usine : production de carbonate	Horaires	24 h/24
	Périodes	7 jours sur 7
Chargement des clients	Horaires	5 h-20h
	Périodes	Du lundi au vendredi – ou samedi exceptionnellement

Article 6 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DU PORTER A CONNAISSANCE

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

Article 7 – ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à la demande de modification des conditions d'exploitation figurant dans le porter à connaissance du 31 janvier 2024 et du 23 décembre 2024 :

- L'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;
- L'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique n°2910.

Article 8 – RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – PUBLICATION

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Bourg-des-Maisons et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire et adressé à la préfecture de la Dordogne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux, situé 9 rue Tastet – 33 063 Bordeaux Cedex :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 11 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A et la maire de Bourg-des-Maisons sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera notifiée ainsi qu'au GROUPE MEAC SAS.

Périgueux, le **29 OCT. 2025**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général


Bertrand DUCROS